

déclarer les dix années suivantes «Décennie internationale pour l'eau potable et l'assainissement». En novembre 1980, la proposition a été finalisée dans une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies. Des progrès ont bien été enregistrés par la suite, mais l'objectif d'un accès universel à l'eau potable est resté un vœu pieux dans de nombreuses régions du monde, en raison de la croissance démographique constante et de la priorité accordée aux solutions techniques. Les années 80, qui ont été une «décennie perdue» pour les populations défavorisées du Sud, l'ont également été en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

### Dublin 1992: des principes porteurs d'avenir?

Les échecs des années 80 ont démontré la nécessité d'intensifier et de mieux coordonner les efforts, de trouver des approches plus complexes pour maîtriser la problématique de l'eau potable. En 1992, la Conférence internationale sur l'eau et l'environnement de Dublin, organisée en préparation du Sommet mondial de Rio de Janeiro, a pour la première fois présenté quatre principes directeurs à suivre pour une gestion de l'eau porteuse d'avenir.

Non seulement ces principes font l'apologie d'une approche globale – qui prend en

compte les aspects sociaux et écologiques – mais ils sont aussi un plaidoyer pour une participation de tous les usagers, en particulier des femmes, à la planification de projets d'eau. Le quatrième principe retient que l'eau a une valeur économique dans tous ses modes d'utilisation, et qu'elle doit ainsi être reconnue comme un bien économique.

Ce dernier principe portait de la réflexion que si les utilisateurs paient un prix abordable pour l'eau, cela doit permettre de mieux endiguer sa surexploitation et son gaspillage. Il est probable que le quatrième principe de Dublin ciblait en premier lieu les grands gaspilleurs d'eau du monde agricole ou industriel. Cependant, il est rapidement apparu que les débats sur l'aspect économique de l'eau ne s'arrêtaient pas à ce secteur mais qu'ils incluaient également celui de l'eau potable.

### Années 90: de l'écologie à l'économie

L'Agenda 21 adopté par la Conférence de Rio a repris les principes de Dublin – y compris celui déclarant que l'eau est un bien économique – en attirant ainsi l'attention de la politique internationale sur ces questions. Alors que l'opinion publique n'avait généralement pas contesté les trois premiers principes, le quatrième en revanche a soulevé la polémique.



## Politique de l'eau: exigences d'Helvetas

Helvetas place les projets eau au centre de ses activités. Il s'agit à la fois de fournir un travail concret sur place, mais aussi de traiter des questions liées à une politique de l'eau équitable et durable. Sur le plan international, Helvetas encourage l'élaboration d'une Convention internationale de l'eau. Dans les pays du Sud, elle participe aux discussions sur l'eau aux niveaux nationaux et régionaux, en tant que représentante de la population défavorisée. Pour Helvetas, une bonne gouvernance dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement doit satisfaire aux exigences suivantes:

#### L'eau est un droit de l'homme.

Les Nations Unies doivent déclarer l'accès à l'eau potable comme un droit de l'homme et le stipuler dans un traité de droit international, une Convention sur l'eau.

#### Assurer les besoins de base – empêcher le gaspillage.

Les gouvernements des pays concernés doivent assurer l'accès à une quantité de 50 litres d'eau propre par personne et par jour à un prix abordable. Au-delà de 50 litres, les utilisateurs doivent payer le prix de revient effectif pour empêcher le gaspillage.

#### L'eau appartient à tout le monde.

L'eau est un élément naturel et représente un bien social et culturel. Elle ne doit pas devenir une marchandise privée et une source de profit. Les institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) doivent s'abstenir de soumettre l'eau à des conditions et ne doivent pas exercer de pressions sur les gouvernements du Sud pour les encourager à privatiser leur distribution d'eau, dans le but d'obtenir des crédits.

#### L'eau requiert la démocratie.

Une politique de l'eau équitable et durable sous-entend que les utilisateurs puissent se prononcer. Les gouvernements des pays du Sud doivent veiller à ce que les citoyens participent à l'élaboration de leur politique de l'eau à tous niveaux.